

Nanterre, le 06/02/25
le greffier

Cour d'Appel de Versailles
Tribunal judiciaire de Nanterre

RG n°25/00293

Minute n°25/297



ORDONNANCE STATUANT SUR LE CONTROLE DE LA MESURE D'ISOLEMENT
(Main levée de la mesure)

Nous, Clémence BIZET, vice-présidente, magistrat du siège au tribunal judiciaire de Nanterre,

Vu les articles L 3222-5-1, L 3211-12, L3211-12-1, L 3211-12-2, L3211-12-4 et L 3211-12-5 du code de la santé publique,

Vu la requête formée par le directeur de l'hôpital Corentin Celton d'Issy les Moulineaux reçue à 14h17 le 05 février 2025 et enregistrée le même jour à 14h28 par le greffe du juge des libertés et de la détention du TJ de Nanterre aux fins de prolongation d'une mesure d'isolement du patient
, né le ;

Vu les pièces transmises par l'établissement de santé ;

Vu la demande d'audition du patient ;

Vu la demande de désignation d'avocat et la désignation de Maître Benoit LUNEAU, avocat au barreau des Hauts de Seine ; vu les observations transmises ;

Vu l'envoi du dossier au parquet ;

MOTIFS DE LA DECISION

L'article L 3222-5-1 du Code de la santé publique dispose : « I.- L'isolement et la contention sont des pratiques de dernier recours et ne peuvent concerner que des patients en hospitalisation complète sans consentement. Il ne peut y être procédé que pour prévenir un dommage immédiat ou imminent pour le patient ou autrui, sur décision motivée d'un psychiatre et uniquement de manière adaptée, nécessaire et proportionnée au risque après évaluation du patient. Leur mise en œuvre doit faire l'objet d'une surveillance stricte, somatique et psychiatrique, confiée par l'établissement à des professionnels de santé désignés à cette fin et tracée dans le dossier médical.

La mesure d'isolement est prise pour une durée maximale de douze heures. Si l'état de santé du patient le nécessite, elle peut être renouvelée, dans les conditions et selon les modalités prévues au premier alinéa du présent I. dans la limite d'une durée totale de quarante-huit heures, et fait l'objet de deux évaluations par vingt-quatre heures. [...]

II. - A titre exceptionnel, le médecin peut renouveler, au-delà des durées totales prévues au I. les mesures d'isolement et de contention, dans le respect des conditions prévues au même I. Le directeur de l'établissement informe sans délai le tribunal judiciaire du renouvellement de ces mesures. Le magistrat du siège du tribunal judiciaire peut se saisir d'office pour y mettre fin. Le médecin informe du renouvellement de ces mesures au moins un membre de la famille du patient, en priorité son conjoint, le partenaire lié à lui par un pacte civil de solidarité ou son concubin, ou une personne susceptible d'agir dans son intérêt dès lors qu'une telle personne est identifiée, dans le respect de la volonté du patient et du secret médical.

Le directeur de l'établissement saisit le juge avant l'expiration de la soixante-douzième heure d'isolement ou de la quarante-huitième heure de contention, si l'état de santé du patient rend nécessaire le renouvellement de la mesure au-delà de ces durées.

Le juge statue dans un délai de vingt-quatre heures à compter du terme des durées prévues au deuxième alinéa du présent II ».

Le patient est hospitalisé sous contrainte depuis le 17 janvier 2025 et, dans le cadre de cette hospitalisation, fait l'objet d'une mesure d'isolement depuis le 24 janvier 2025 à 10h00.

La présente saisine est intervenue dans le délai prévu par la loi.

Les prescriptions d'isolement ont été transmises par l'établissement, indiquant les mesures de renouvellement intervenues ainsi que les motifs tenant à l'état clinique du patient.

Son conseil sollicite la main levée de la mesure indiquant que la prescription médicale du 04 février 2025 à 22h00 a été rédigée par un interne en psychiatrie, sans validation d'un psychiatre. Or, il résulte de l'article L 3222-5-1 du Code de la santé publique que les décisions en matière d'isolement sont prises par décision motivée d'un psychiatre. Tel n'est pas le cas en l'espèce s'agissant du Docteur LATHIERE qui est interne en psychiatrie et dont la décision n'a pas été validée par un médecin psychiatre.

Dès lors, la procédure est irrégulière et la mesure sera levée, cette irrégularité fait nécessairement grief au patient.

PAR CES MOTIFS

Après en avoir délibéré, hors audience, par ordonnance susceptible de recours,

Ordonnons la main levée de la mesure d'isolement dont fait l'objet

;

Informons les parties ainsi que leur représentant que le délai d'appel est de 24 heures à compter de la notification de la décision et que cet appel doit être formé par déclaration motivée transmise par tout moyen au greffe de la Cour d'Appel de VERSAILLES.

Fait à Nanterre, le 05 février 2025 à 18h17

LA VICE-PRESIDENTE



Pour copie certifiée conforme

Nanterre, le 06/02/25
le greffier

